

« L'architecture d'aujourd'hui est d'une médiocrité terrible »

A la tête du Conseil francophone et germanophone de l'Ordre des architectes, Francis Metzger entend profiter de son mandat pour promouvoir une architecture de qualité.

ENTRETIEN
PAOLO LEONARDI

Fondateur du bureau d'architecture bruxellois MA², Francis Metzger est depuis le 1^{er} janvier le nouveau président du Conseil francophone et germanophone de l'Ordre des architectes. S'il a accepté ce poste, c'est pour faire bouger les lignes.

Quels sont les grands enjeux qui se présentent à vous ?

Je veux avant tout insister sur la mission culturelle que l'Ordre doit remplir. On doit défendre une architecture de qualité. C'est notre premier rôle. L'Europe ne s'y est pas trompée. Nos quatre ministres de la Culture ont signé en 2018 les accords de Davos pour reconnaître à l'architecture sa dimension culturelle.

Qu'entendez-vous par dimension culturelle ?

L'architecture est un art, au même titre que la peinture, la sculpture, le cinéma, le théâtre, la danse... Or, le débat sur l'architecture est à peu près absent des médias. On parle beaucoup d'immobilier, mais presque jamais de la qualité de l'architecture. Dès qu'on parle de projets dans les journaux, on cite extrêmement rarement l'architecte. On n'imaginerait pas parler d'un bouquin sans citer son auteur...

Comment jugez-vous l'architecture en Belgique ?

L'an dernier fut l'année Art nouveau, 2024 sera l'année Art déco. Nous sommes fiers de notre architecture du passé, comme en témoigne l'énorme succès des Journées du patrimoine. Mais jamais personne n'évoque l'architecture contemporaine.

Pourquoi ?

Parce que l'architecture d'aujourd'hui est d'une médiocrité terrible. C'est édifiant ! Mais ce n'est pas la faute des architectes. Aujourd'hui, le métier est devenu insupportable. Au XIX^e siècle, un permis d'urbanisme, c'était à peine quelques feuillets. Aujourd'hui, c'est un mètre cube de paperasse. Je me souviens avoir signé des plans de permis pendant un après-midi entier...

Le métier est-il trop réglementé ?

On a peur de l'architecture, et donc, on lui impose des réglementations dans tous les sens, et elles sont épouvantables. Rentrer un permis d'urbanisme, c'est d'une difficulté noire. Il faut désormais s'adjoindre les services d'un avocat en droit administratif. La partie purement créative du métier d'architecte a été réduite à peau de chagrin.

En cherchant bien, vous pouvez tout de même nous citer un bâtiment qui a été construit ces quinze ou vingt dernières années et qui vous plaît...

(longue réflexion) Je dirais le bâtiment de Samyn dans le quartier européen, dont la façade est faite à partir de châssis en bois récupérés dans toute l'Europe (le bâtiment Europa qui abrite le Conseil européen, NDLR). On aime ou on n'aime pas, mais c'est un bâtiment qui a une identité forte. Pour le reste, c'est



d'une tristesse absolue. C'est une architecture rationnelle sans saveurs.

Des raisons à ce constat ?

Il existe au sein des administrations la peur du recours. Dès qu'une architecture un peu audacieuse pointe le bout du nez, il faut des dérogations par rapport aux règlements. Or, qui dit dérogations dit recours. Du coup, les administrations demandent aux architectes de surtout bien rester dans les lignes pour les éviter. Et on plonge alors dans l'uniformité et la pauvreté. Ensuite, les administrations et, surtout, les mandataires politiques semblent avoir un manque de confiance envers les architectes, quand ils ne se substituent pas carrément à eux. En Wallonie et à Bruxelles existe une disposition qui permet à l'autorité de refuser la délivrance d'un permis parce que le dossier n'est pas conforme au bon aménagement des lieux. Et vous vous retrouvez face à un échevin de l'Urbanisme qui décide sur des critères purement subjectifs et qui refuse un permis alors qu'il n'est pas architecte.

Pourtant, la Belgique possède, et dans les trois Régions, des « maîtres architectes » censés garantir une qualité architecturale aux projets immobiliers...

A Bruxelles il y a douze ans, on avait de grandes espérances avec l'élection d'Olivier Bastin. Aujourd'hui, on est très loin du compte. Il faut dire

Francis Metzger est connu pour ses prises de position fortes. Il compte les mettre au service de l'architecture.

© SERGE MARTEAU

qu'on n'a pas eu de chance avec le BMA (bouwmeester maître architecte, NDLR) actuel, Kristiaan Borret. Il n'a pas été capable d'incarner la fonction. S'il possède bien le diplôme d'architecte, il n'a jamais fait le stage qui lui permet d'exercer la profession et donc d'être inscrit à l'Ordre. Malgré cela, on en a fait un super-architecte. Ça manque de crédibilité.

Un bon maître architecte, pour vous, c'est quoi ?

Il doit avoir une autorité naturelle. Il

Un architecte engagé

Né en 1957 à Watermael-Boitsfort, Francis Metzger est, comme il se définit lui-même, un architecte « gourmand ». Fondateur de l'atelier d'architecture MA² en 2002, il s'est spécialisé au fil de sa carrière dans la rénovation et la restauration de hauts lieux patrimoniaux. Il a été impliqué dans la rénovation de l'ancien siège de la Royale Belge, aujourd'hui achevée.

Son emploi du temps se concentre désormais, entre autres, sur la rénovation de l'hôtel Astoria, rue Royale. Un bâtiment emblématique de la capitale qui est en passe d'achever sa transformation en profondeur, sous l'impulsion de Corinthia, un groupe hôtelier maltais qui veut lui redonner ses lettres de noblesse et le replonger au temps où il accueillait les grands de ce monde. Francis Metzger est également impliqué dans la rénovation de l'Aegidium, un ancien cinéma et lieu de fêtes et de spectacles situé derrière le parvis de Saint-Gilles. Autre édifice où l'art et l'architecture sont intimement liés.

Depuis le 1^{er} janvier, il est le nouveau président du Conseil francophone et germanophone de l'Ordre des Architectes. L'une des missions principales de cet architecte engagé est de redorer l'image de l'architecture et de la replacer parmi les disciplines artistiques, au même titre que la peinture ou la sculpture. P.A.L.

doit faire en sorte que l'architecture soit transcendée. Surtout, il doit rassembler. Kristiaan Borret a parfois des attitudes extrêmement autoritaires pour nous délivrer la vérité en architecture. Or, une personne seule, c'est un pouvoir éclairé. Mais pour que ce soit le cas, il faut qu'il soit lui-même éclairé, et là, on est loin du compte. Je suis pour la fonction de BMA, mais le problème est de trouver la bonne personne.

Que proposez-vous ?

Une chambre de qualité composée d'experts qui remplacerait le BMA. Voyez la Commission royale des monuments et sites : elle fonctionne à la perfection et ne s'occupe plus aujourd'hui que du patrimoine, c'est-à-dire de bâtiments existants. On pourrait imaginer la même chose pour les bâtiments du futur, avec des experts en architecture, en urbanisme, des paysagistes... capables d'apprécier la qualité d'un projet. Cela ne coûterait pas très cher à la Région bruxelloise, alors qu'on a aujourd'hui un BMA avec une équipe pléthorique autour de lui dont aucun membre n'est inscrit à l'Ordre... Il serait préférable de remplacer tout cela par une chambre de qualité ou une Commission, appelez-la comme vous voulez, qui se réunirait une fois par mois et qui serait payée en jetons de présence. Elle remettrait un avis de principe. Le fonctionnaire délégué garderait la liberté de le suivre ou pas. Le président de cette nouvelle Commission ou de cette chambre de qualité pourrait, à la limite, continuer à occuper le poste de BMA, pour éviter les susceptibilités, mais il doit absolument être architecte et capable de réaliser les projets qu'il va juger.

Cette chambre de qualité accélérerait-elle la délivrance des permis ?

Non, car pour cela, il faut toiler sérieusement les règles du jeu. Si l'on prend Marseille, Amsterdam et Munich, des villes de taille comparable à Bruxelles, la durée moyenne d'un permis y est de quatre mois. A Bruxelles, il faut peu plus d'un an et demi, alors que l'administration emploie plus de personnes que dans ces trois villes. En France, si vous n'avez pas reçu votre permis au bout de six mois, il est automatiquement accordé. Aujourd'hui, beaucoup de gens font des travaux chez eux sans demander un permis. Ils préfèrent travailler en infraction et régulariser après coup. Ce n'est pas normal. Comme il n'est pas normal qu'on nous dise à chaque fois que notre dossier de permis est incomplet alors qu'il l'est. Il faut revoir les textes.

Une proposition parmi d'autres pour accélérer le schmilblick ?

Une idée serait de placer la commission de concertation, qui est devenue aujourd'hui le tribunal du peuple, au tout début de la procédure, sous forme d'une réunion de projet. Cela obligerait l'autorité délivrante à se positionner dès le départ, et s'il y a des contestations par la suite, elles opposeraient le citoyen à l'architecte, mais celui-ci serait soutenu par l'administration puisqu'elle se serait déjà prononcée en faveur du projet en amont. Aujourd'hui, lorsqu'un projet est critiqué, l'architecte se retrouve seul face à une administration qui n'ose pas aller à l'encontre de la colère du citoyen...

Un message à faire passer à la jeune génération d'architectes qui est encore aux études ?

Les futurs architectes sont des résistants. Leur mérite est extraordinaire. Ce métier reste quand même l'un des plus beaux au monde. Car si on n'est pas obligé de lire un livre, d'aller au cinéma ou au théâtre, on vit tous dans un bâtiment qui a été construit par un architecte...